

Syndicats et élus locaux ont apporté leurs soutiens aux ukrainiens



Syndicats et élus locaux ont apporté leurs soutiens aux ukrainiens

Vendredi 25 février, place de la Libération d'Auch, en début de soirée, à l'initiative des syndicats, CGT, Sud-Solidaires, FSU et de partis politiques, Parti communiste et Parti socialiste, une centaine de personnes ont manifesté pour protester contre l'invasion de l'Ukraine par les troupes armées russes de Poutine. Parmi les soutiens au peuple ukrainien on notait la présence de Philippe Martin, Eric Cadore du PC, Michaël Aurora pour le PS, le maire d'Auch, Christian Laprebende, le maire de Lasséran, Michel Soriano...

Déclaration du Parti socialiste



Le Parti socialiste gersois condamne l'agression de l'Ukraine par la Russie. Le Parti socialiste condamne avec la plus grande fermeté l'offensive militaire brutale et de grande ampleur lancée par la Russie contre l'Ukraine. Le président russe a pris la décision de violer les frontières d'un État indépendant et souverain et de faire basculer l'Europe dans la guerre. Rien ne justifie cette réponse de la Russie. En mettant sciemment à exécution un plan préparé de longue date, Poutine porte seul devant l'histoire la responsabilité des conséquences de cette agression et aucune confusion ne sera jamais recevable, comme voulaient le faire croire certains, entre l'agresseur et l'agressé. Le Parti socialiste, en ces heures douloureuses pour la paix sur le continent européen, exprime toute sa solidarité avec le peuple ukrainien. Le Parti socialiste, comme cela a été indiqué aujourd'hui par Anne Hidalgo, appelle la France, l'Europe et leurs alliés, ainsi que l'ONU, à prendre toutes les mesures nécessaires pour répondre à la hauteur de cet acte criminel et à forcer la Russie à la paix. Les socialistes gersois participeront au rassemblement en solidarité avec le peuple ukrainien organisé demain à Auch, place de la Libération, à 17 heures 30.

Déclaration du Parti communiste

Le président russe Vladimir Poutine a engagé une opération militaire en Ukraine. Nous condamnons cette grave décision dont les conséquences peuvent être incontrôlables. Poutine prend ainsi la responsabilité du déclenchement de la guerre et de l'embrasement de l'ensemble de la région. L'Ukraine vient de décréter la loi martiale. C'est un échec pour tous car la sécurité de l'Europe, de l'Ukraine et de la Russie sont indissociables.



Le président russe s'enfonce dans l'ultranationalisme et avec son gouvernement et ses soutiens, il porte la responsabilité militaire -- au mépris absolu des instances multilatérales et du droit international -- de cette guerre. La responsabilité collective revient aussi à tous ceux qui ont nourri le feu de la confrontation aux portes de la Russie en laissant entendre que l'Ukraine pouvait intégrer l'OTAN.

Ce désastre pouvait être évité. L'histoire jugera ; dans l'immédiat, il est indispensable de protéger les populations civiles des deux côtés de la ligne de front. La France ne peut pas prendre part à ce conflit, ni directement, ni indirectement par l'intermédiaire de livraisons d'armes.

La France trouvera des appuis en Europe et dans le monde pour engager sans délai, sous égide de l'ONU, une initiative paneuropéenne extraordinaire, en toute indépendance de l'OTAN et des États-Unis, pour remettre toutes les parties autour de la table de négociations. Il est nécessaire de porter fermement l'offre d'une conférence européenne de coopération et de sécurité collective incluant la Russie, pour parvenir à un règlement politique du conflit sur la base du contenu des Accords de Minsk et des principes de sécurité collective.